

# Le DROIT OUVRIER

5C@:E 5F EC2G2:= † ACF 5x9@> :6 † DÍ 4F C:EÍ D@4:2=6

## Sommaire

### DOCTRINE

Gérard LYON-CAEN : A propos d'une négociation sur la négociation.

Jean-Claude LAM et Pascal MOUSSY : Vous avez dit impartialité ?

### DOCUMENTS :

Voir notamment :

Accidents du Travail - Conseillers du salarié - Protection sociale en cas d'accident de trajet survenu à l'occasion de l'exercice de leur mission.

Circulaire DRT 2000-4 du 10 avril 2000.

### JURISPRUDENCE :

Voir notamment :

La condamnation de l'employeur pour production en justice d'une sanction amnistiée.

Cour de Cassation (Ch. Crim.) - 21 mars 2000 - Note Emmanuel Gayat (p. 21 et s.).

Les régimes de retraite complémentaire distinguant selon le sexe en matière d'âge d'ouverture du droit à pension de réversion instaurent une discrimination contraire à l'article 119 du Traité.

Cour de Justice des Communautés Européennes - 27 mai 2000 - Note Francis Kessler (p. 25 et s.).

Le salarié qui a un motif raisonnable de penser que la situation de travail nécessite l'application des dispositions impératives en matière de sécurité au travail refusées par l'employeur peut valablement exercer son droit de retrait.

Cour de Cassation (Ch. Soc.) - 9 mai 2000 - Note de Arnaud de Senga (p.30).

Les dispositions de la Directive 90/270/CEE sur les équipements et écran de visualisation qui prévoit des interruptions périodiques destinées au repos des yeux s'appliquent au traitement des images en vue de la réalisation d'émissions de télévision.

Cour de Justice des Communautés Européennes - 6 juillet 2000 - Note Francis Meyer (p. 30 et s.).

Les conditions de mises en œuvre du désistement d'appel et de l'appel incident.

Cour de Cassation (Ch. Soc.) - 27 janvier 2000 ; Cour d'Appel Lyon - 7 septembre 1995 ; Cour d'Appel Chambéry - 7 mars 2000 ; Cour d'Appel Lyon - 2 octobre 2000 - Note Paul Darves-Bornoz (p. 34 et s.).

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES :

Droit pénal du travail (Extraits de décisions sélectionnées et commentées par Marc Richevaux).

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par Marie-France Bied-Charreton (p. 3 et 4 de la couverture).



# Table des Matières

JANVIER 2002

## Doctrine :

Quelles conceptions de l'impartialité des Conseils de Prud'hommes ? (à propos de Cass. Soc. 3 juillet 2001 Bonnaffé)  
**par Pascal MOUSSY, Directeur des études de PRUDIS CGT, Chargé d'Enseignement à l'Université d'Evry Val d'Essonne** .....

1

ANNEXE 1 : **Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2001**.....

3

ANNEXE 2 : **Cour d'Appel de Paris (18<sup>e</sup> Ch. C) 29 mars 2001** .....

3

La Cour de Cassation pouvait-elle, dans son arrêt du 3 juillet 2001, prendre une telle décision sans méconnaître, ni violer l'article L. 516-3 Code du Travail ?

**par Jean-Claude LAM, Directeur de PRUDIS CGT**.....

4

Les travailleurs et l'accès à une justice efficace (au sens de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales).

**par Pascal RENNES, Directeur du Travail**.....

7

## Document :

**Extrait du Rapport "Paul Bouchet" établi par la Commission de réforme de l'accès au droit et à la justice....**

17

## Jurisprudence :

ASSURANCES SOCIALES – Assurance maladie – Indemnités journalières – Versement à l'employeur qui maintient la rémunération du salarié pendant la période d'arrêt de travail – Indemnités non dues – Répétition devant être exercée contre l'employeur.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 juillet 2001**.....

20

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence – Agent d'un service public – EPIC chargé de la gestion d'un service public administratif – Qualification légale ne pouvant être remise en cause.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 juillet 2001**.....

20

**Note Yves Saint-Jours**.....

21

CONTRAT DE TRAVAIL – Modification – Incitation faite au salarié d'exercer son activité professionnelle à domicile et non plus dans les locaux de l'entreprise – Modification unilatérale du contrat nécessitant son accord – A défaut rupture du contrat imputable à l'employeur et s'analysant en un licenciement.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 octobre 2001**.....

22

CONVENTIONS COLLECTIVES – Clause conventionnelle instaurant un délai de forclusion d'un mois pour contester une nouvelle classification – Disposition moins favorable que les dispositions légales autorisant le salarié à agir dans le délai de droit commun (article L. 135.6 du Code du Travail) – Nullité.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 juillet 2001**.....

22

DROIT DISCIPLINAIRE – Avertissement annonçant, en cas de récidive, une sanction plus grave pouvant aller jusqu'au licenciement – Irrégularité de procédure pour défaut d'entretien préalable – Pouvoirs du juge des référés prud'homal.

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Référé - Juge départiteur) 31 juillet 2001**.....

23

**Note Pascal Moussy**.....

24

DURÉE DU TRAVAIL – Repos dominical – Violation – Infraction constituée – Récidive – Condamnation. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 18 avril 2000</b> .....	24
DURÉE DU TRAVAIL – Temps de travail effectif – Décompte du temps de trajet – Salariés itinérants – Assimilation (oui). <b>COUR D’APPEL DE TOULOUSE (4e Ch. Soc.) 29 mars 2001</b> .....	25
FRAIS PROFESSIONNELS – Dépenses engagées pour l’exercice des fonctions – Charges devant être supportées par l’employeur – Exception par voie contractuelle et sous réserve de respecter le salaire minimum. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 janvier 2001</b> .....	27
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Monopsonne détenant une participation de 50 % dans la société – Inclusion dans le cadre de reclassement (oui). <b>COUR D’APPEL DE LIMOGES (Ch. réunies) 13 décembre 2000</b> .....	28
<b>Note Franck Héas</b> .....	29
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Maladie – Absence d’avis d’inaptitude – Nullité du licenciement pour état de santé – Réintégration. <b>COUR D’APPEL DE PARIS (18e Ch. D) 9 janvier 2001</b> .....	32
<b>Note Pascal Moussy</b> .....	32
SALAIRES – Bulletin de paie – Mention ne figurant pas dans la liste de l’article R. 143-2 – Mention ambiguë et partiellement inexacte devant être retirée. <b>COUR D’APPEL DE RIOM (4e Ch. Soc.) 19 juin 2001</b> .....	33
<b>Note Michèle Bonnechère</b> .....	35
 <b>Chroniques jurisprudentielles</b>	
RECOURS AU TRAVAIL DISSIMULÉ – Conditions de sous-traitance – Infraction établie. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 11 mars 1997</b> .....	36
BLESSURES INVOLONTAIRES – Absence de précautions permettant d’assurer la sécurité des salariés – Faute caractérisée – Application de la loi dans le temps – Rétroactivité de la loi pénale plus douce – Condamnation à un mois d’emprisonnement avec sursis. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 27 novembre 2001</b> .....	36
INFRACTIONS EN MATIÈRE D’HYGIÈNE SÉCURITÉ DU TRAVAIL – Blessures involontaires – Emprisonnement ferme. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 27 juin 2001</b> .....	37
DURÉE DU TRAVAIL – Absence d’enregistrement des temps de repas pris sur place – Infraction constituée. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 25 janvier 2000</b> .....	38